

Pour publication immédiate

UA : Les États africains devraient accroître leur soutien à la justice

(Johannesburg, le 26 janvier 2012) – Plus de 30 organisations de la société civile originaires de près de 20 pays africains ont adressé ce jour une lettre aux États africains parties à la [Cour pénale internationale](#) (CPI), leur demandant de renouveler leur soutien à la CPI et à ses efforts pour combattre les graves crimes internationaux. La lettre a été envoyée avant la tenue du 19^{ème} sommet de l'Union Africaine (UA) les 29 et 30 janvier à Addis Abéba, en Éthiopie.

Les organisations ont [écrit](#) que le soutien concret des États africains à la Cour était d'une importance cruciale, étant donné les défis auxquels elle est confrontée et le fait que toutes ses enquêtes se déroulent actuellement en Afrique.

Les États parties africains devraient œuvrer en faveur de l'amélioration des relations entre la CPI et l'UA, à respecter les décisions de la Cour et leurs obligations au regard du Statut de la CPI, et à appuyer les poursuites des crimes internationaux devant leurs tribunaux nationaux. L'élection d'une candidate africaine hautement qualifiée, Fatou Bensouda, au poste de Procureure de la CPI est un développement positif, ont également écrit les organisations.

« La CPI a besoin de la pleine coopération des États pour pouvoir combattre efficacement l'impunité pour les pires crimes internationaux », a déclaré Oby Nwanko, Directrice exécutive du Civil Resource Development and Documentation Centre au Nigéria. « Il est grand temps que les États africains et l'UA se positionnent du bon côté de l'Histoire et soutiennent la justice pour les victimes, et non les dirigeants responsables d'abus. »

Organisations signataires de la lettre :

1. Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme de Shabunda (ACADHOSHA), Bukavu, République démocratique du Congo
2. Amnesty International, Ghana
3. Amnesty International, Sénégal
4. Amnesty International, Togo
5. Association Africaine de défense des Droits de l'Homme, République démocratique du Congo
6. Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral (ADHUC), Brazzaville, République du Congo
7. Centre for Accountability and Rule of Law, Sierra Leone
8. Centre for Human Rights and Rehabilitation (CHRR), Malawi
9. Children Education Society (CHESO), Tanzanie
10. Civil Resource Development and Documentation Centre (CIRDDOC), Nigeria
11. Club des Amis du droit du Congo, République démocratique du Congo
12. Coalition Béninoise pour la CPI, Bénin
13. Coalition Burundaise pour la CPI, Burundi
14. Coalition Camerounaise pour la CPI, Cameroun
15. Coalition Centrafricaine pour la CPI, République centrafricaine

16. Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle, République démocratique du Congo
17. Coalition of Eastern NGOs (CENGOS), Nigeria
18. Coalition Ivoirienne pour la CPI, Côte d'Ivoire
19. Coalition pour la Cour pénale internationale, avec bureaux au Bénin et en République démocratique du Congo
20. Human Rights Network-Uganda (HURINET), Ouganda
21. Human Rights Watch, avec des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en RDC, et au Rwanda
22. Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP), République démocratique du Congo
23. International Commission of Jurists, Kenya
24. International Crime in Africa Programme (ICAP), Institute for Security Studies (ISS), Afrique du Sud
25. Ligue pour la Paix, les Droits de l'Homme et Justice (LIPADHOJ), République démocratique du Congo
26. National Coalition on Affirmative Action (NCAA), Nigeria
27. Nigeria Coalition on the ICC (NCICC), Nigeria
28. Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO), Sénégal
29. Réseau des Associations des droits de l'Homme du Sud Kivu (RADHOSKI), République démocratique du Congo
30. Southern Africa Litigation Centre, Afrique du Sud
31. Speak Human Rights & Environmental Initiative, Maurice
32. Synergie des ONG Congolaises pour les victimes (SYCOVI), République démocratique du Congo
33. Uganda Coalition on the International Criminal Court, Ouganda
34. West African Bar Association (WABA), Nigeria

Pour consulter la lettre, veuillez suivre le lien :

<http://www.hrw.org/fr/node/104827>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

À Enugu, pour le *Civil Resource Development and Documentation Centre*, Oby Nwankwo (anglais) : +234-(0)803-313-2494 ; ou (0)805-237-9449

À Pretoria, pour le *International Crimes in Africa Program, Institute for Security Studies* (ISS), Anton du Plessis (anglais) : +27-12-346-9500 ; ou +27-78-781-3619

À Porto-Novo, pour la Coalition béninoise pour la CPI, Jean-Baptiste Gnonhoué (français) : 00229 21301572

À Johannesburg, pour Human Rights Watch, Tiseke Kasambala (anglais) : +27-11-484-2640 ; ou +27-79-220-5254